

Commentaires sur le chômage et le sous-emploi chez les jeunes

- En comptant les employés à temps partiel à la recherche d'un poste à temps plein, les stagiaires non rémunérés et les jeunes Canadiens qui ont renoncé à chercher un emploi, le taux de chômage et de sous-emploi chez les jeunes s'élève à 27,7 %.
- À peu près 40 % des Canadiens de 25 à 34 ans qui sont titulaires d'un grade universitaire sont surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent.
- **Solutions proposées : La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants a lancé une stratégie emploi jeunesse solide qui prévoit notamment la création d'une enquête sur le milieu de travail et les employés pour amasser davantage d'information sur le marché canadien de l'emploi, des moyens novateurs de favoriser la formation en milieu de travail et d'inciter les employeurs à en offrir, le rétablissement du financement à l'égard des stages et des emplois d'été rémunérés ainsi que le doublement de l'enveloppe budgétaire de la stratégie emploi jeunesse.**

Commentaires sur les stages non rémunérés

- Les jeunes sont contraints d'accepter des stages non rémunérés afin de « se mettre un pied dans la porte » dans leur industrie respective.
- On estime que le nombre annuel de stagiaires non rémunérés pourrait atteindre 300 000 au Canada.
- Les domaines à prédominance féminine, comme le travail social, les sciences infirmières ou l'enseignement, sont ceux où les stages risquent le plus de ne pas être rémunérés.
- En misant sur les stages non rémunérés, les employeurs restreignent davantage le bassin d'emplois de débutant. Les stages non rémunérés les incitent par ailleurs à ne pas investir dans la formation en milieu de travail.
- **Solution proposée : Il faut abolir les stages non rémunérés à l'échelle fédérale.**

Commentaires sur la garde d'enfants

- La pénurie de services de garde d'enfants lèse les femmes de façon disproportionnée.
- À St. John's, les frais de garde sont extrêmement élevés, surtout par rapport au revenu moyen des ménages. En 2015, pour une place en garderie préscolaire, ils s'élevaient à 857 \$ par mois en moyenne. Seules les personnes qui gagnent moins de 30 000 \$ par année sont admissibles aux subventions provinciales pour la garde d'enfants, et l'aide fédérale ne suffit pas à rendre ces services abordables dans la province. Si les frais de garde ne sont pas plafonnés, l'aide consentie continuera de se dévaluer. Les trois quarts des enfants de la province n'ont pas accès à une place en garderie, et ni la province ni le gouvernement fédéral n'envisagent d'en créer davantage.

#lesYcomptent

- Dans son budget, la province a éliminé les subventions au transport dont jouissaient les parents à faible revenu et sabré 16 % de l'enveloppe destinée à la garde d'enfants.
« Nous mettrons des années à nous en remettre. »
- Le gouvernement provincial prône une stratégie de natalité, sauf qu'il omet de s'intéresser à des questions telles que les aides sociales requises en matière de garde d'enfants et le fardeau écrasant que représentent les dettes d'études. C'est une approche illogique.
- Accorder autant de congés parentaux aux deux parents favorise l'égalité dans le couple. Dans les familles biparentales, c'est normalement le parent qui touche le salaire le moins élevé, souvent la femme, qui demande le congé, ce qui engendre une dépendance financière et un déséquilibre relationnel, les femmes risquant davantage de dépendre financièrement de leur conjoint. On estime que le salaire d'une mère diminue de 6 à 7 % par enfant.
- Un régime de congés parentaux efficace pourrait favoriser l'adoption de meilleures politiques familiales en milieu de travail, régler les problèmes de disparité salariale et de participation des femmes au marché du travail, rééquilibrer le partage des tâches à la maison et remettre en question les stéréotypes sexistes.
- Prendre un congé parental, ce n'est pas être au chômage.
- Il arrive qu'un poste soit aboli pendant que sa titulaire est en congé de maternité; les travailleuses ont alors du mal à accumuler assez d'heures de travail pour devenir admissibles aux prestations d'assurance-emploi.
- Les gens qui n'ont pas accès aux services de garde dont ils ont besoin ne peuvent pas poursuivre leurs études comme il le faudrait.
- **Solutions proposées :**
 - **La création d'un régime de garderies à 15 \$ par jour serait un bon début.**
 - **Les congés parentaux devraient être dissociés du régime d'assurance-emploi.**
 - **L'aide à la garde d'enfants doit miser sur tous les fronts, proposer des soutiens utiles, permettre aux hommes de prendre un congé parental et comprendre du soutien destiné aux parents dont l'enfant a des besoins particuliers.**
 - **Tout élargissement du régime de congés de maternité et parentaux doit s'accompagner de ressources financières additionnelles.**

Commentaires sur les soins à domicile

- Les aides familiaux résidants sont rémunérés pour huit heures de travail par jour même si, en fait, ils travaillent jour et nuit, tous les jours. La plupart n'ont ni régime de soins de santé, ni avantages sociaux, ni régime de pension.
- Il existe deux filières distinctes, qui font toutes les deux l'objet de critiques :
 - les aides familiaux subventionnés par l'État touchent 12,25 \$ l'heure;
 - les aides familiaux des services privés de soins à domicile ne travaillent pas toujours selon les mêmes quarts, et les employeurs doivent payer plus cher pour qu'ils soient admissibles au programme d'indemnisation des travailleurs.
- Le soutien affectif qu'assurent les aides familiaux est sous-reconnu et non rémunéré.
- Le Programme des travailleurs étrangers temporaires profite de façon disproportionnée aux employeurs fortunés.

#lesYcomptent

- **Solutions proposées :**
 - **Il faut créer une stratégie nationale en matière de soins à domicile.**
 - **Les nouveaux arrivants devraient, dès leur arrivée, jouir des mêmes droits et toucher le même salaire que n'importe quel autre Canadien.**

Commentaires sur la « génération sandwich »

- Si 74 % des Terre-Neuviens et des Labradoriens touchent moins de 50 000 \$ par année, à qui correspond la classe moyenne? Lorsque l'on tient compte du coût du logement, de la nourriture, du transport, des dettes d'études, etc., on constate que l'inégalité constitue la nouvelle norme.
- Ce qui distingue la classe ouvrière de la classe moyenne, c'est le nombre de chèques de paie qui les sépare de l'aide sociale.
- Croulant déjà sous le fardeau de leur dette d'études, les jeunes sont contraints d'occuper des postes mal rémunérés assortis de mauvaises conditions de travail.
- Beaucoup de membres de la génération du millénaire retournent vivre chez leurs parents afin de composer avec le fardeau de la garde d'enfants et de leur endettement.
- Beaucoup de membres de la génération du millénaire ne peuvent pas faire appel à leurs parents ou à leurs grands-parents lorsqu'ils ont besoin d'aide financière, d'autant plus que de nombreux retraités retournent au travail pour suppléer à leur propre revenu. Lorsqu'elles sont sur le marché du travail, les personnes âgées ne peuvent pas donner un coup de main en gardant leurs petits-enfants.
- Les jeunes proposent des solutions, mais le gouvernement ne les prend pas au sérieux.

Commentaires sur l'émigration interne

- Les gens doivent s'exiler pour faire des études, recevoir de la formation ou acquérir de l'expérience; malgré tout, ils ne parviennent pas à trouver du travail à Terre-Neuve-et-Labrador.
- À moins d'avoir une spécialisation, il peut falloir pas moins de 10 ans pour obtenir un poste permanent d'enseignant à temps plein dans la province. Les enseignants doivent grandement s'éloigner pour trouver du travail ou même déménager pour de bon loin de leur famille. Dans les écoles, les classes sont plus grosses que jamais (une trentaine d'élèves chacune) et peuvent réunir des élèves d'années différentes. Ce sont autant de changements qui mettent le personnel enseignant à rude épreuve.
- À cause des changements apportés au régime d'assurance-emploi, il est difficile de rester dans la province.
- **Solutions proposées :**
 - **Il faut soutenir l'innovation et l'économie à l'échelle régionale.**
 - **Il faut trouver des moyens d'inciter les employeurs à former leurs employés localement.**

Commentaires sur l'exploitation et les disparités croissantes

- Les gens sont contraints d'occuper deux ou trois emplois, car on ne leur donne pas assez d'heures de travail.
- La concentration de la richesse impulse des changements dans les conditions de travail, notamment en ce qui concerne l'aménagement des horaires (y compris le travail non rémunéré et les contrats ne garantissant aucun minimum d'heures de travail).

#lesYcomptent

- Les agences de placement n'appliquent pas de normes adéquates en matière de santé et de sécurité au travail. Souvent, les employés « temporaires » conservent ce statut pendant beaucoup plus longtemps que ce qu'implique la notion de « temporaire », parfois jusqu'à 15 ou même 20 ans.
- Il y a de plus en plus de cas d'exploitation de nouveaux arrivants, qui, souvent, n'ont pas accès à beaucoup de débouchés valorisants. Ainsi, une personne a évoqué des employeurs qui confisquent les passeports. Il faut un mécanisme législatif pour faire obstacle à ce type d'exploitation ainsi qu'un plan concret assorti des ressources nécessaires pour l'appliquer.
- On fait valoir que l'instauration d'un revenu de base constituerait une solution à la précarité, mais tous les participants ont de sérieuses réserves sur la manière dont les gouvernements libéraux ou conservateurs s'y prendraient pour lancer le programme et les programmes sociaux essentiels qu'ils élimineraient pour le faire.
- **Solutions possibles :**
 - **Les travailleurs doivent toucher 15 \$ l'heure pour survivre.**
 - **Il faut adopter une charte des droits des travailleurs autonomes.**

Commentaires sur le plan d'austérité de la province

- Le plan d'austérité de la province accentuera les disparités et l'émigration interne.
- « Le gouvernement fait de la comptabilité au lieu de gouverner. »
- L'austérité et les coupes à Terre-Neuve-et-Labrador « démotivent » la population et la « saignent à blanc ».
- Avant le dépôt du budget, le gouvernement provincial insistait sur la situation catastrophique sans précédent afin de préparer mentalement les résidents aux mesures d'austérité à venir. Le budget ne donne aucun espoir d'un avenir meilleur.
- On présente l'austérité comme une solution enviable alors qu'il n'y a rien de plus faux. Il s'agit de choix politiques qui reflètent les priorités du gouvernement actuel.
- Les Terre-Neuviens et les Labradoriens doivent se demander quelles sont leurs aspirations pour leur province. Actuellement, aucun message n'est axé sur des options inédites, une vision ou même l'espoir. L'unique objectif explicite du gouvernement provincial actuel, c'est le retour aux excédents budgétaires.
- Il faut déboulonner le mythe de la fonction publique démesurée. Les gouvernements s'en tiennent strictement au nombre de fonctionnaires au lieu de chercher des moyens novateurs de restructurer la fonction publique. De plus, les opérations de rationalisation n'ont aucun fil conducteur. On élimine des programmes n'importe comment. L'abolition de postes n'engendre que le chômage et la pauvreté, ce qui finit par coûter beaucoup plus cher à l'État.
- Lorsque des postes sont abolis, les fonctionnaires de fraîche date sont souvent les premiers touchés, ce qui défavorise surtout les jeunes travailleurs.
- Tous les enfants n'ont pas accès aux ressources qu'ils voudraient (p. ex. français intensif), ce qui restreint leurs perspectives professionnelles futures.
- La province a sabré le budget du Programme travail et services pour les étudiants (PTSPE) ainsi que du programme de transition vers l'emploi destiné aux diplômés (GTEP), ce qui nuit considérablement aux travailleurs de la génération du millénaire.
- Les artistes vivent dans une grande précarité. Les arts occupent une place névralgique dans la culture de Terre-Neuve-et-Labrador et sont un des moteurs de son économie, mais il leur faut davantage de subventions. La province devrait financer des espaces communautaires partagés qui permettraient aux artistes de jouir de lieux de travail stables.

#lesYcomptent

Commentaires sur l'action communautaire

- Il faut continuer de faire front commun au chapitre des idéaux progressistes, maintenir des relations solides et affirmer sa solidarité, contre vents et marées.